



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

APPEL D'OFFRES OUVERT

Entretien et dépannage d'ouvrages et réseaux
d'assainissement des écoles et centres de la
gendarmerie nationale

LOT N° 1 - EG Fontainebleau

Établi en application du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019

Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte 5 pages numérotées de 1 à 5

Commandement des écoles de la gendarmerie nationale
Groupement de soutien opérationnel des écoles
Bureau budget et administration
2 rue Toufaire
BP 90050
17302 ROCHEFORT CEDEX
Tél : 05.46.88.33.07
smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 - NATURE ET DÉTAILS DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN.....	3
ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	3
3.1 - RÉSEAUX EAUX PLUVIALES ET EAUX USÉES.....	3
3.1.1 - POSTE 1 : Curage des réseaux des eaux pluviales d'un linéaire de 2 487 ml et eaux usées d'un linéaire de 1 243 ml.....	3
3.1.2 - POSTE 2 : Nettoyage et vérification de 113 regards eaux pluviales et de 50 regards eaux usées.....	3
3.1.3 - POSTE 3 : Nettoyage des 6 fosses septiques.....	3
3.2 - AIRES DE LAVAGE/ SÉPARATEURS HYDROCARBURES.....	4
3.3 - STATION DE DISTRIBUTION DE CARBURANTS.....	4
ARTICLE 4 - MODALITÉS D'INTERVENTION.....	4
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION.....	4
ARTICLE 6 - ORGANISATION, MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION.....	5
6.1 - OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	5
6.2 - CADRE SÉCURITAIRE.....	5
ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION.....	5
ARTICLE 8 - NETTOYAGE ET PROTECTION DES INSTALLATIONS.....	5

ANNEXE :

- Annexe : Plan des canalisations EP - EU

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'entretien et le dépannage des installations des eaux pluviales, des eaux usées et des eaux vannes au profit de l'école de gendarmerie de FONTAINEBLEAU (77).

ARTICLE 2 - NATURE ET DÉTAILS DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN

L'entretien périodique des installations consiste :

- au curage des réseaux des eaux pluviales et des eaux usées ;
- au nettoyage de 113 regards des eaux pluviales et 50 regards des eaux usées ;
- à la vidange de 6 fosses septiques (5 sur le site de Fontainebleau – 1 sur le site de Polygone),
- au nettoyage de 5 aires de lavage / séparateurs hydrocarbures et débourbeurs (4 sur le site de Fontainebleau – 1 sur le site de Polygone) ;
- au nettoyage de la station de distribution de carburant - décanteur et séparateur hydrocarbure (site de Fontainebleau).

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXPLOITATION

3.1 - RÉSEAUX EAUX PLUVIALES ET EAUX USÉES

3.1.1 - POSTE 1 : Curage des réseaux des eaux pluviales d'un linéaire de 2 487 ml et eaux usées d'un linéaire de 1 243 ml

- MÉTHODOLOGIE : 1 PASSAGE PAR AN

- nettoyage des canalisations par curage hydrodynamique ;
- aspiration sous vide des effluents.

3.1.2 - POSTE 2 : Nettoyage et vérification de 113 regards eaux pluviales et de 50 regards eaux usées

- MÉTHODOLOGIE : 1 PASSAGE PAR AN

- nettoyage des regards par aspiration sous vide ;
- lavage haute pression ;
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé ;
- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

3.1.3 - POSTE 3 : Nettoyage des 6 fosses septiques

- MÉTHODOLOGIE : 1 PASSAGE PAR AN POUR 5 DES FOSSES SEPTIQUES ET 4 PASSAGES PAR AN POUR LA FOSSE SEPTIQUE DE PAGANINI

- aspiration sous vide des effluents,
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé.

3.2 - AIRES DE LAVAGE/ SÉPARATEURS HYDROCARBURES

- MÉTHODOLOGIE : 1 PASSAGE PAR AN

- lavage haute pression des caniveaux ;
- pompage et lavage haute pression des séparateurs hydrocarbures et du débourbeur ;
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé ;
- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

3.3 - STATION DE DISTRIBUTION DE CARBURANTS

- MÉTHODOLOGIE : 1 PASSAGE PAR AN

- vidange et lavage haute pression du décanteur et du séparateur hydrocarbures ;
- vérification et remise en eau du séparateur ;
- nettoyage haute pression des caniveaux ;
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé ;
- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'INTERVENTION

Conformément à l'article 5.1 du CCAP, un planning d'intervention doit être fourni dans les dix (10) jours suivant la date de notification du marché .

L'exploitant contactera le Bureau Soutien Opérationnel (BSO) de l'école de gendarmerie de Fontainebleau, une semaine avant la date d'intervention prévue afin d'arrêter la date précise de la prestation. Les coordonnées des personnes à contacter figurent ci-dessous :

- Maréchale des logis-chef CHARVET, cheffe de la section de l'immobilier et du logement de l'École de gendarmerie de FONTAINEBLEAU – 01.64.69.40.91 – sil.bso.eg.fontainebleau@gendarmerie.interieur.gouv.fr ;
- Monsieur TAITRE, section de l'immobilier et du logement de l'École de gendarmerie de FONTAINEBLEAU – 01.64.69.40.27 – sil.bso.eg.fontainebleau@gendarmerie.interieur.gouv.fr ;
- bso.daf.eg.fontainebleau@gendarmerie.interieur.gouv.fr.

L'entreprise entreprend les travaux en respectant les règles de l'art de la profession et laisse les lieux en état de propreté.

Les prestations réalisées sont précisées sur une fiche de travail signée des deux parties.

Les divers déchets récupérés sur le site sont obligatoirement acheminés par l'exploitant pour traitement, destruction ou recyclage vers un centre agréé.

L'exploitant délivre un bordereau de suivi de déchets industriels (B.S.D.I) ainsi qu'une déclaration fiscale d'accompagnement (D.F.A) pour les déchets d'hydrocarbures.

À l'expiration du marché, toutes les installations doivent être rendues entretenues.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION

Dès la signature du marché, le correspondant technique de l'école de gendarmerie transmet :

- les documents techniques relatifs aux installations (séparateurs hydrocarbures,...) ;
- les plans des réseaux des eaux pluviales, des eaux usées et des installations d'hydrocarbures.

Il précise les modalités d'intervention des techniciens de la société pour réaliser les opérations prévues dans le marché.

ARTICLE 6 - ORGANISATION, MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION

6.1 - OBLIGATION DE DISCRÉTION

Une obligation de discrétion et des mesures de sécurité sont imposées au titulaire, à ses personnels et/ou à ses sous-traitants ayant accès aux informations, à l'installation des matériels, et diverses prestations sur les lieux d'intervention, ainsi qu'au contenu des documents réalisés par la gendarmerie.

Si le titulaire découvre un acte de malveillance, il est tenu d'alerter immédiatement le R.P.A. ou son représentant sous peine de poursuites. Si, à la suite d'un acte de malveillance, le R.P.A. estime que des mesures de sécurité doivent être prises visant notamment le personnel, le titulaire est tenu de les appliquer sans délai. Le commandant de l'école ou son représentant peut exiger l'éviction des chantiers, ateliers ou bureaux de toute personne employée par le titulaire.

6.2 - CADRE SÉCURITAIRE

Compte tenu du contexte sécuritaire et conformément au code de la sécurité intérieure, notamment les articles L. 114-1, L. 234-1 à 2 et R. 114-4, l'autorisation d'accès à l'école est subordonnée à une enquête administrative de sécurité consistant en une interrogation de fichiers.

Le titulaire doit donc fournir à la section de commandement de l'école de gendarmerie de Fontainebleau (sc.daf.eg.fontainebleau@gendarmerie.interieur.gouv.fr) la liste des personnels chargés de la prestation comportant les noms, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que le numéro d'immatriculation des véhicules qui circulent sur le site dans ce cadre, afin que des laissez-passer leur soient attribués pour pénétrer dans l'enceinte de l'école.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

Qualité des matériels et prestations de services :

Les prestations de services doivent être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux prescriptions des normes et réglementations françaises homologuées.

ARTICLE 8 - NETTOYAGE ET PROTECTION DES INSTALLATIONS

Le titulaire est responsable, jusqu'à la fin du marché, de la protection des équipements. A cet effet, il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute dégradation. Au cas où il en serait constaté, il doit remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les matériels et ouvrages détériorés.